
UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES - CAN

1959 - 1989

30 ANNEES DE LUTTE

POUR UN MAROC LIBRE ET DEMOCRATIQUE



session du
COMITE CENTRAL
AVRIL 1989

FEDERATION D'EUROPE
SEPTEMBRE 1989

* *Les atteintes aux libertés et aux droits démocratiques*

Le Comité Central affirme qu'il n'y a pas de démocratie sans le respect et la promotion des libertés et des droits de l'homme. Or, au même titre que les droits syndicaux, la liberté d'expression et de presse, les libertés individuelles et collectives sont aujourd'hui bafouées. Plusieurs publications -à l'instar de notre organe AL MASSAR- ont été interdites, sans parler de l'auto-censure, phénomène imposé par le climat général et par les contraintes qui caractérisent la vie politique de notre pays.

Assignations à résidence, privations des citoyens de leur droit au passeport, tortures physiques, arrestations arbitraires ... sont quelques exemples concrets qui mettent au grand jour les atteintes régulières des autorités aux droits de l'Homme et aux libertés démocratiques.

Ce constat nous interpelle quant à la question de la démocratie au Maroc. Le Comité Central confirme que le processus qui s'est déclenché en 1976, dès lors qualifié par le parti, de processus électoraliste, n'a jamais atteint la dimension démocratique.

Pour nous, la démocratie signifie -dans l'étape actuelle- l'expression du peuple de son libre choix au travers d'élections, authentiques et libres, et l'exercice de sa souveraineté par l'intermédiaire de véritables représentants dotés du pouvoir de direction et de contrôle ... Ceci, avec une vraie séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le juridique.

Dans ce sens, le Comité Central ne peut qu'appuyer les conclusions du 3^o congrès du parti qui relevaient et dénonçaient toutes les irrégularités caricaturales qui ont accompagné "les élections" de juin 1983 et de septembre 1984.

* *Dénonciation de la fraude et attachement à une démocratie véritable*

C'est cette vision objective et cette ligne pour l'instauration d'une démocratie réelle et véritable au Maroc, en harmonie avec nos principes et notre idéologie révolutionnaires, qui ont incité la base de notre parti, sous l'égide des membres de la Commission Administrative Nationale, à affronter les orientations électoralistes qui aspiraient à cautionner la fraude et à duper les masses populaires en dénaturant leur volonté .

La résolution générale de notre 3^o congrès en 1978 est, à ce titre, révélatrice sans l'ombre d'un doute, car, concernant la question du "processus démocratique", elle affirme :

"... Les masses se sont rendues compte de la fraude électorale et de la manière dont la volonté populaire fut déformée. D'où leur perte de confiance, une fois de plus, dans l'appareil gouvernant. Pour les masses, il est clair que les classes dominantes exercent le pouvoir de la même manière qu'elles dirigent et exploitent l'économie du pays. Dans ce contexte, la neutralité administrative est tout simplement non avenue car dans de telles conditions, tout exploiteur, tout opportuniste et tout entriste peut accéder à des postes de responsabilités au plus haut niveau de l'Etat ...".

Le Comité Central constate que, depuis 1978, l'esprit et les procédés de l'appareil administratif n'ont pas changé, au même titre que les objectifs des classes dominantes. Ces classes aspirent toujours à la mise en place d'institutions de façades afin de se donner une légitimité et camoufler les orientations et les pratiques anti-populaires et anti-démocratiques qui les caractérisent ..

* *Nous ne sommes pas, par principe, contre les élections*

La résolution générale a mis au point un programme minimum qui conditionne la participation de notre parti aux élections. Ce programme qui est toujours d'actualité comprend les points suivants :

- une révision globale de la constitution qui permette aux véritables représentants du peuple d'exercer un contrôle total sur le gouvernement et sur l'ensemble des structures au pouvoir
- l'organisation d'élections libres et authentiques qui garantissent la liberté d'expression pour tous les citoyens, à partir de l'âge de 18 ans. Ces élections seraient les premières du genre et permettraient au pays de se doter d'institutions représentatives qui reflètent réellement le poids des forces nationales.
- la nécessité de prendre des mesures urgentes afin de mettre un terme au processus d'appauvrissement qui s'est accentué au fil des années depuis 1978. Ceci, par la mise en place de structures dignes d'une société démocratique aux plans politique, économique et social, sur la base d'orientations claires et précises qui favorisent une industrialisation conséquente, une véritable réforme agraire, une justice sociale réelle, une éducation qui répond à nos aspirations nationales et aux prérogatives du développement de notre pays.

Cette politique en matière d'éducation devrait permettre au savoir, à la science et à la technologie de servir notre nation dans tous les domaines économiques, sociaux et culturels .

Le Comité Central constate que ces mesures urgentes, revendiquées par notre parti dans le cadre d'un programme de redressement national, sont restées lettre morte. Si aucune de ces mesures n'a été réalisée, les choix libéraux par contre fondés sur l'exploitation et la dépendance, se sont progressivement ancrés dans notre société et sont devenus partie intégrante des planifications des institutions financières internationales.

Parallèlement, les atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme se sont davantage multipliées et les masses populaires ont pris réellement conscience de la vraie nature du processus de la fraude dit "processus démocratique" et de tous ceux qui sont tombés dans le jeu ...

la carte politique de notre pays et de constituer "une majorité" dans les institutions "élues" qui puisse veiller sur la sauvegarde des intérêts des classes dominantes.

Le Comité Central constate que les organisations en question dénoncent la fraude tout en participant au jeu électoral qui est truqué dès le départ. Tout en affirmant la non représentativité du parlement et des conseils au plan des collectivités locales, elles les cautionnent en y prenant part.

Lorsqu'elles procèdent à des critiques des aspects techniques de la vie parlementaire (marginalisation des institutions par le gouvernement, gel des propositions, absences des Ministres dans les débats parlementaires, etc ...), elles oublient que le problème est ailleurs car il concerne la nature fondamentale de ces institutions et interpelle quant au concept même de la démocratie.

Le Comité Central affirme que, dénoncer la fraude et le trucage une fois tous les 6 ans, tout en y prenant perpétuellement part, ne contribuera en rien à l'élargissement de ce que l'on a appelé "la marge" démocratique ; car, la question n'est subordonnée ni à la bonne ou à la mauvaise volonté, ni à la réceptabilité de la démocratie ; mais, elle est bel et bien liée au rapport des forces entre d'une part, les classes bourgeoises et d'autre part, l'ensemble des classes exploitées et brimées.

* *La démocratie et le rapport des Forces*

Le Comité Central remarque que ces organisations ont, malheureusement, contribué de manière objective dans le sens de la stratégie et de la démarche des classes dominantes dont l'objectif a toujours été l'anéantissement de toute crédibilité du mouvement national et démocratique auprès du peuple.

Il note que l'expérience nous a montré, depuis l'automne 1976, à quel point, le processus n'a cessé de reculer au lieu de s'élargir et de se développer ; et, que la majorité écrasante de notre peuple s'est trouvé davantage marginalisée et appauvrie.

Le Comité Central dénote également que la coordination et les alliances entre plusieurs organisations politiques et syndicales se situent essentiellement au niveau de positions communes par rapport au processus électoraliste. Ceci a été confirmé dernièrement par le Secrétaire Général du P.P.S dans son rapport devant un plénum de son parti car il a reconnu en définitive que "le processus démocratique" est dépassé et que les partis d'opposition coordonnent entre eux uniquement dans le cadre du parlement.

Un parlement que M. Ali YATA a qualifié d'institution sans mandat et dans lequel les partis sont marginalisés et ne contribuent point à la mise en place des orientations du pays.

Par ailleurs, ces organisations -au sein de leur coordination parlementaire et sous l'influence relative de la droite opportuniste (l'ancien B.P)- se sont appliquées à combattre notre parti dont les positions quant à cette expérience ("processus démocratique") sont largement connues. Ceci, à plusieurs occasions, notamment à partir de 1980 lorsque notre parti et plus particulièrement notre courant se sont vus confrontés à une vague de répression d'une grande envergure.

Le boycott de l'Association Marocaine des Droits de l'Homme par ces partis qui, en fin de compte, en ont créé une nouvelle, la chasse à nos militants et à nos cadres au sein de la C.D.T, le sabotage de la marche normale de l'UNEM à cause de la présence importante et active de nos militants ... sont quelques exemples du combat auquel se donnent ces organisations à notre encontre.

Dans ce contexte, le Comité Central affirme que la première tâche de notre parti, c'est d'oeuvrer à la clarification de sa ligne politique et de ses positions concernant les différentes questions afin de convaincre ces forces de la nécessité de coordonner les efforts sur la scène du militantisme et du travail de masse. Ceci, dans le but, également, de lui éviter de se recroqueviller sur lui-même et d'alimenter cette logistique de marginalisation à laquelle la réaction et la droite opportuniste aspirent tant.

Le Comité Central déclare que notre parti est ouvert sur toutes les forces qui veulent réellement agir pour réaliser des objectifs démocratiques et sociaux qui servent les intérêts du peuple laborieux. Cette ouverture est dictée par notre sens de la responsabilité et par la nécessité d'unir les forces nationales démocratiques et progressistes, malgré quelques sensibilités à notre égard qui les caractérisent parfois, et qui émanent fondamentalement des manoeuvres et de l'intoxication de la droite opportuniste (l'ancien B.P)